

## Topo Qu'est-ce qu'une économie de marché ?

**Définition :** c'est une économie où une partie substantielle de l'activité économique est organisée autour d'institutions appelées « marchés » (syn. échanges marchands) qui donnent un rôle essentiel à l'action décentralisée et aux ajustements de prix et où l'échange marchand domine (ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas d'échanges non-marchands dans les économies de marché, bien au contraire).

### 1.1) Comment s'est-elle imposée ?

**Extrait 1 :** « Cette discussion nous permet de mieux circonscrire ce qu'est une économie de marché : une économie où une partie substantielle de l'activité économique est organisée autour d'institutions appelées « marchés » qui donnent un rôle essentiel à l'action décentralisée et aux ajustements de prix (...). Une économie de marché s'organise autour de marchés, c'est une tautologie. Le marché est donc une abstraction fondée sur toute une variété de réalités que recouvrent ces abstractions intermédiaires qu'on appelle les « marchés ». Ces derniers n'existent pas *ex nihilo* ; non seulement ils sont eux-mêmes des institutions mais leur existence dépend elle-même d'un certain nombre d'autres institutions [le Droit, l'Etat et la monnaie notamment] (...). L'Etat, on l'a déjà noté, est présent dans les économies de marché, dans lesquelles il apporte le minimum d'organisation nécessaire au fonctionnement des marchés. Mais il faut aller plus loin : toutes les économies de marché modernes sont des économies mixtes, c'est-à-dire des économies où l'imbrication de l'Etat et du marché dans l'activité économique (dans la production de biens et services mais aussi et surtout dans la redistribution des richesses) est considérable. »

Source : Roger Guesnerie Economie de marché, Editions du Pommier 2006, pages 22-23-24, 29.

- Les prémisses de l'économie de marché sont advenues aux mêmes endroits et aux mêmes périodes que lorsque les économies « primitives » ont permis de dégager des surplus par rapport à l'autoproduction et l'autoconsommation des économies de survie (production familiale ou clanique agraire et rurale). Les premiers marchés sont soit hyper locaux donc peu concurrentiels soit au long court (épices, esclaves, or, bois...)

Les échanges marchands se développent avec les monnaies et les royaumes puis les Etats qui collectent l'impôt pour financer les guerres et les infrastructures (ponts, routes...) et ont le monopole de l'émission de monnaie (= pouvoirs régaliens). Avec le développement des échanges (routes, roue, bateaux / progrès technique) et de la spécialisation des producteurs s'opère un cercle vertueux (interactions entre tous ces éléments) qu'on appelle développement économique. Il débute vraiment en Europe au 15-16<sup>ème</sup> siècle en Hollande, Espagne, Italie, Royaume-Uni, France/Méditerranée-Orient.

- De 1917 à 1989, coexistent l'économie de marché à l'Ouest et la planification étatique communiste à l'Est.

**Extrait 2** « Friedrich Von Hayek [économiste autrichien] est un ardent défenseur du marché. Dans une société complexe caractérisée par une division du travail poussée, la « *concurrence est la seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée* ». La supériorité du marché tient dans le fait qu'il est le lieu où circulent certes des produits, mais aussi des signaux qui, via les mouvements de prix, révèlent l'état de l'offre et de la demande. [...] Le mécanisme de marché permet donc d'assurer la compatibilité des plans des agents. La libre variation des prix permet la coordination dans le temps des activités individuelles décentralisées. A contrario, Hayek dénonce la planification développée par le socialisme soviétique qui ne peut réunir toute l'information nécessaire à une prise de décision centralisée. Elle ne peut pas davantage anticiper l'évolution des goûts et des besoins des consommateurs, ce qui conduit à des décisions inadaptées [sur-production de biens non désirés par les consommateurs ou, à l'inverse, sous-production de biens fortement demandés]. »

In *Dictionnaire des auteurs de SES*, Bréal, 2003, p.113

**Extrait 3** « Il y a, au départ, une bonne intention : en effet, on peut souvent être choqué par le fait que dans un système de marché on produise d'abord ce qui génère du profit et pas forcément ce qui correspond à des besoins indispensables ; ainsi, on peut avoir une production importante de produits considérés comme peu nécessaires alors que dans le même temps des familles ne trouvent pas à se loger. Dans le cas d'une planification centralisée, on considérera qu'il faut d'abord produire les biens nécessaires, avant des biens moins utiles. Mais cette démarche, pleine de bonnes intentions, peut amener à des résultats désastreux. Ainsi, l'organisme central, le Gosplan, pouvait décider qu'on devait produire une quantité donnée d'automobiles dans l'année (ce sont les objectifs de la planification) ; il transmettait les directives aux entreprises d'automobile mais celles-ci avaient besoin de consommation intermédiaire, d'équipements et de main d'œuvre pour atteindre les objectifs du plan. Elles retransmettaient donc leurs besoins au Gosplan qui informait les entreprises de fabrication de pneus, de tôles ou autres, des besoins nécessaires ; ces mêmes entreprises voyaient leurs objectifs augmenter et avaient donc des besoins nouveaux qu'elles transmettaient au Gosplan, et ainsi de suite. De fait, et comme on peut s'en douter, les objectifs devenaient très difficiles à atteindre : les entreprises d'automobile, par exemple, n'arrivaient pas à obtenir les pneus ou la tôle nécessaire pour fabriquer leurs voitures ; elles n'arrivaient donc pas à produire dans l'année ce qui était demandé. La manière la plus simple, pour chaque entreprise, de régler le problème fut alors de tricher : il y avait plusieurs manières de le faire :

\* D'abord on pouvait surestimer ses besoins en tôles, main d'œuvre, pneus... de façon à être sûr d'obtenir ce qu'on veut et d'atteindre plus facilement les objectifs du plan. Mais, du coup, d'autres entreprises produisaient des consommations intermédiaires qui n'étaient pas nécessaires. Il y avait donc, au niveau macroéconomique, un grand gaspillage. \* La deuxième technique consistait à ce que l'entreprise automobile produise elle-même les consommations intermédiaires de façon à être sûre de les avoir ? Mais pour cela, il fallait utiliser des ouvriers à autre chose qu'à fabriquer des voitures. \* Enfin, on pouvait produire des biens faciles à obtenir même s'ils n'étaient pas de bonne qualité. [...] On a ainsi de nombreux exemples surprenants : une entreprise produisant des pièces en acier inutilisables mais permettant d'atteindre le plan qui avaient été fixé en tonnes ; une autre qui, pour répondre à une directive en mètres de tissu (et non mètres carrés), s'est mise à produire des rubans. »

Thierry Rogel, professeur de SES (<http://mondessensiblesciencesociales.e-monsite.com/rubrique.la-place-du-marche.573874.html>)

**Extrait 4** « Presque toutes les innovations techniques qui ont un effet sur notre vie quotidienne, du transistor à la puce électronique, du plastique à l'avion à réaction, ont été conçues en Occident et d'abord développées industriellement dans le contexte économique du marché. »

Roger Guesnerie, L'économie de marché, Le Pommier, Paris, 2005.

## 1.2) Les caractéristiques d'une économie de marché

**Droit de propriété** des échangeurs, **monnaie**, **instances juridiques** extérieures garantes de la sécurité des titres de propriété et qui sanctionnent en cas de spoliation ou fraude (pouvoirs régaliens).

\* droit de propriété : « Un droit de propriété est le droit garanti par la société, de choisir les usages d'un bien économique : le propriétaire se voit reconnaître le droit d'utiliser le bien (*usus*, par exemple occuper son appartement), d'en retirer un revenu (*fructus*, par exemple louer son appartement), d'en disposer (*abusus*, par exemple vendre son appartement) ; ce droit s'exerce dans le cadre de la loi (qui permet de posséder une voiture mais interdit les excès de vitesse). »

## 1.3) Le marché ne fait pas le capitalisme mais il y contribue

« Economie de marché » et « capitalisme » sont souvent employés comme synonymes. « Economie de marché » présente une sonorité moins chargées historiquement et idéologiquement, elle tend à remplacer le terme capitalisme. Les économies de marché se confondent avec le mode production capitaliste car elles se sont développées en même temps que le capitalisme s'étendait sur la planète. Les 2 se complètent parfaitement. Si l'économie de marché se caractérise par la domination des **échanges marchands** décentralisés et coordonnés par un système de prix, le capitalisme se caractérise quant à lui par l'**accumulation du capital** (où l'argent devient le but à la place de la subsistance M-A-M' versus A-M-M'-A'), l'**extension de la propriété privée des moyens de production (règne de l'entreprise)** et l'**extension du salariat** (le travail devient une marchandise qui se vend contre de l'argent qui sert ensuite à acquérir des marchandises produites par d'autres et n'est plus une partie du temps domestique que l'on consacre directement à obtenir ou construire des produits pour vivre). L'extension des rapports marchands à la terre (*enclosures*) et au travail (suppression des *poor laws*) notamment ont été de formidables tremplins pour l'extension puis la généralisation du capitalisme. Mais selon les périodes et les pays, le périmètre de la propriété privée et des échanges marchands peut varier, le « capitalisme de marché » peut donc être plus ou moins libéral du point de vue économique, c'est-à-dire avec un Etat plus ou moins protecteur du salariat et plus ou moins « favorisateur » des capitalistes [et plus ou moins libéral du point de vue politique c'est-à-dire plus ou moins démocratique].

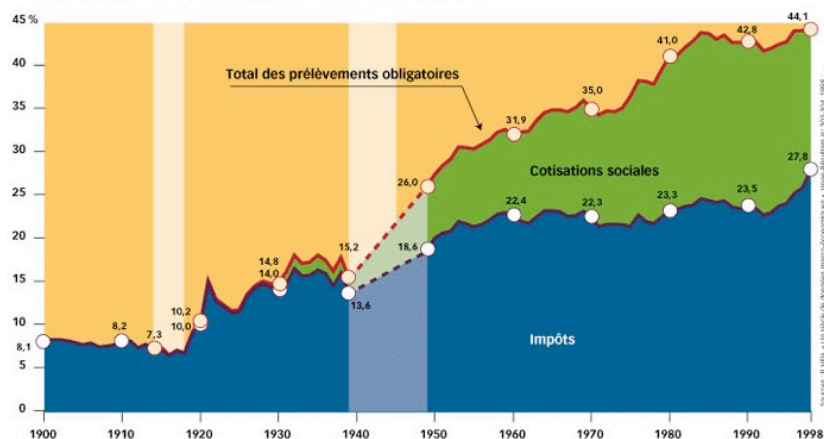
## 1.4) L'articulation du marché et de l'Etat

Pas de marché sans Etat donc, car aucun marché ne peut exister *ex nihilo*, sans règles ni routines minimales, il a besoin d'institutions pour naître et perdurer. Il est ainsi lui-même une institution marchande (durabilité, règles). Cette articulation prend des formes historiquement et géographiquement variées et évolutives avec plus ou moins de règles contraignantes pour les capitalistes (propriété, fiscalité, droit de la concurrence, droit du travail) et plu sou moins de règles protectrices pour les travailleurs (droit du travail, conventions collectives, assurances sociales). Historiquement on observe donc toujours une mixité Etat/marché, avec un dosage qui varie historiquement en balancier avec les grandes phases de croissance et de crise économique (ex. France depuis 1945 : privatisation/nationalisation, réglementation/dé réglementation/re réglementation des prix, des quantités, des revenus, des contrats..., protection sociale et droit du travail).

### La hausse continue des prélèvements obligatoires (1900-1998)

#### La hausse continue des prélèvements obligatoires

Part des impôts et des cotisations sociales dans le PIB, en %



Conclusion : L'économie de marché demeure historiquement à ce jour le mode de coordination économique le plus efficace. Ne pas confondre économie de marché et modèle stylisé du marché. Ne pas condamner la première suite à la mauvaise utilisation du second : dérives contemporaines dans l'utilisation du modèle du marché : des mesures politiques dites néo-libérales se sont revendiquées de la théorie du marché afin de modeler la réalité économique à l'image du marché théorique (suppression ou abaissement du SMIC, baisses d'impôts, déréglementation, privatisations d'industries de réseaux etc) ce qui correspond à une inversion théorie/réalité parfois dommageable pour les performances économiques et le bien-être social des populations. L'économie de marché comme le capitalisme ne sont pas en eux-mêmes estimables ou condamnables. Ils peuvent être plus ou moins régulés en faveur du bien être humain, plus ou moins corrompus ou dominés par des puissances économiques et/ou politiques.